

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

CD

Société d'Investissement à Capital Variable au capital initial de 22 867 352,59 €
Siège social : 16, place de la Madeleine – 75008 PARIS
RCS PARIS B 326 834 587

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 22 décembre 2025, à 10 heures au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux comptes. Approbation des traités de fusion ;
- Augmentation du capital en contrepartie des apports faits au titre des fusions-absorptions ;
- Fixation du jour des opérations ;
- Délégation au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'évaluation des apports et à la détermination des parités d'échanges ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

Le texte suivant des résolutions sera soumis à l'approbation des actionnaires :

PREMIERE RESOLUTION (*Lecture du rapport du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux comptes. Approbation des traités de fusion*) – L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir :

- pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, des rapports du commissaire aux comptes et des projets de traités de fusion signés le 19 novembre 2025 ;
- constaté que chacun de ces projets de fusion a reçu l'agrément de l'Autorité des Marchés financiers en date du 14 novembre 2025 ;

approuve dans toutes leurs dispositions les projets de traités de fusion conclus avec la société de gestion CHOLET DUPONT ASSET MANAGEMENT, agissant pour le compte des Fonds Communs de Placement CD Défensif, CD Euro Capital, CD Euro Immobilier, CD Euro Expertise, CD France Expertise, CD Patrimoine, Oudart Court Terme et Oudart Opportunités France, et en conséquence les opérations de fusion-absorption qui en découlent et les modalités d'évaluation des apports qui y sont stipulées de même que la modification corrélative à ces actes du Prospectus.

DEUXIEME RESOLUTION (*Augmentation du capital en contrepartie des apports faits au titre des fusions-absorptions*) – L'Assemblée Générale Extraordinaire constate que le capital variable de la SICAV CD sera augmenté par l'émission d'un nombre d'actions représentant une valeur égale à la valeur de l'actif net apporté par les Fonds Communs de Placement CD Défensif, CD Euro Capital, CD Euro Immobilier, CD Euro Expertise, CD France Expertise, CD Patrimoine, Oudart Court Terme et Oudart Opportunités France. Ces actions seront attribuées aux actionnaires de la SICAV CD au jour fixé pour la fusion et ségrégées en fonction de leur origine au sein des compartiments CD Défensif, CD Euro Capital, CD Euro Immobilier, CD Euro Expertise, CD France Expertise, CD Patrimoine, CD Oudart Court Terme et CD Oudart Opportunités France sur la base de la parité d'échange déterminée selon les modalités prévues dans les différents traités d'apport.

TROISIEME RESOLUTION (*Fixation de la date des opérations*) – L'Assemblée Générale Extraordinaire fixe la date de réalisation de la fusion par voie d'absorption des Fonds Communs de Placement CD Défensif, CD Euro Capital, CD Euro Immobilier, CD Euro Expertise, CD France Expertise, CD Patrimoine, Oudart Court Terme et Oudart Opportunités France au sein respectivement des compartiments CD Défensif, CD Euro Capital, CD Euro Immobilier, CD Euro Expertise, CD France Expertise, CD Patrimoine, CD Oudart Court Terme et CD Oudart Opportunités France, au 24 décembre 2025 sur la base des valeurs liquidatives arrêtées la veille et calculées le jour même des fusions à la clôture de la ou des bourses de valeurs, sous réserve du fonctionnement normal des marchés financiers, sinon à une date la plus proche possible de la reprise des cotations.

QUATRIEME RESOLUTION (*Pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'évaluation des actifs et de déterminer la parité d'échange*) – L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de :

- procéder, sous le contrôle du Commissaire aux comptes, à l'évaluation des actifs et à la détermination des parités d'échange, conformément aux dispositions des traités de fusion ;
- poursuivre la réalisation définitive des apports et des fusions et, notamment, signer tous actes par l'intermédiaire de son Président en ce compris la déclaration de régularité et de conformité, accomplir toutes démarches et formalités, déléguer tout ou partie des pouvoirs aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile et faire tout ce qui sera nécessaire.

CINQUIEME RESOLUTION (*Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales*) – L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes les formalités requises.

Les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R 225-71 du code du commerce, peuvent demander au conseil d'administration, l'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour. Ils devront les adresser par lettre recommandée avec avis de réception au siège social ou par télécommunication électronique. Pour être prises en comptes ces demandes devront être reçues cinq jours avant la tenue de l'assemblée et être accompagnées du texte des projets de résolution et d'une attestation d'inscription en compte.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à cette assemblée. Tout actionnaire, peut participer à cette assemblée soit à titre personnel ; soit en donnant une procuration ou bien en votant par correspondance dans les conditions prévues aux articles L 225-106 et L 225-107 du code de commerce.

Il est justifié du droit de participer à cette assemblée par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par l'émetteur soit dans les comptes de titres au porteur tenu par un intermédiaire habilité conformément aux articles L. 211-3 et L. 211-4 du code monétaire et financier.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Tout actionnaire pourra se procurer les documents prévus aux articles R 225-81 et R 225-83 du code de commerce, lui permettant de donner procuration ou de voter par correspondance et de se prononcer en connaissance de cause sur les résolutions qui seront présentées à son approbation, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à CHOLET DUPONT ASSET MANAGEMENT, à l'attention du contrôle interne, 16 place de la Madeleine à PARIS (75008). Les formulaires de procuration ou de vote par correspondance devront être renvoyés de telle façon que les services de CHOLET DUPONT ASSET MANAGEMENT puissent les recevoir au plus tard trois jours avant la tenue de l'assemblée.

Le présent avis vaut avis de convocation, sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour, à la suite des demandes d'inscription de projets de résolutions présentées par des actionnaires.

Le Conseil d'administration